

Lutte contre la pandémie de sida

La pandémie de VIH/sida n'est pas seulement une situation d'urgence sanitaire, mais aussi une menace pour le développement à long terme, voire pour la sécurité de nombre de pays à faible revenu. Environ 40 millions de personnes de par le monde sont porteuses du VIH (virus du sida), dont 25 millions en Afrique subsaharienne. Pour l'année dernière seulement, on estime à 5 millions le nombre des personnes nouvellement infectées par le virus dans le monde entier et à plus de 3 millions celles qui sont mortes de cette maladie. Est particulièrement touchée l'Afrique subsaharienne, où un gros pourcentage de la population en âge de travailler est infectée — près de 17 % de la population adulte en Zambie et 25 % au Zimbabwe.

Face à cette menace, le FMI soutient les efforts déployés par les organismes nationaux et internationaux qui participent directement à la lutte contre ce fléau, en particulier la création du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, doté de plusieurs milliards de dollars. Le FMI mène en outre une action sur les quatre fronts suivants :

Premièrement, *il encourage les bailleurs de fonds à fournir davantage de dons aux fins de la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM)*, dont l'un est de stopper la propagation du VIH/sida et d'inverser la tendance actuelle avant 2015. Les pays à faible revenu ne pourront atteindre les ODM sans un surcroît de dépenses estimé à environ 50 milliards de dollars par an, et le FMI participe à la recherche de moyens novateurs pour stimuler les flux d'aide. La prévention et le traitement du VIH/sida nécessiteront à eux seuls un montant estimé à 12 milliards de dollars pour 2005 et à 20 milliards pour 2007. Le financement a atteint 5 milliards de dollars l'année écoulée et devrait se chiffrer à 8 milliards cette année.

Deuxièmement, *il engage les pays à affecter des ressources budgétaires suffisantes à la santé et aux autres secteurs prioritaires, en particulier à la lutte contre le VIH/sida*. L'inclusion des dépenses de santé parmi les priorités du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) offre un moyen d'y parvenir. En Afrique, les DSRP ont permis à 23 pays à faible revenu bénéficiaires d'un allègement de leur dette multilatérale d'accroître leurs dépenses antipauvreté d'environ 2 % du PIB en moyenne. En Tanzanie, la part des dépenses publiques de cette nature, dont les dépenses de santé, est passée de 4,8 % du PIB en 1999 à plus de 10 % du PIB en 2003. En Ouganda, ces dépenses sont montées de 5,3 % du PIB à un niveau supérieur à 12 % sur la même période.

Troisièmement, *il aide les pays à assurer que les conditions nécessaires à l'absorption de l'aide extérieure sont en place*. En outre, pour permettre le financement

de dépenses publiques additionnelles au moyen de dons extérieurs, les programmes appuyés par le FMI en faveur de la quasi-totalité des pays à faible revenu assimilent ces dons à des recettes publiques. Autrement dit, les entrées et sorties de fonds provenant de dons n'accroissent pas le déficit de l'État et, par conséquent, ne sont pas assujetties aux limites fixées par le programme au déficit ou à son financement (voir *L'abc de l'économie*, page 28). En Ouganda, l'aide budgétaire nette s'est accrue d'environ 6 % du PIB entre 1998 et 2002, et le déficit budgétaire, hors dons, a pu passer d'environ 6 % à 12,6 % du PIB sur la même période. Il en est de même au Malawi, où la croissance des dons budgétaires s'est accompagnée d'une augmentation équivalente des dépenses publiques. La grande majorité des programmes soutenus par le FMI ne fixe pas de limites aux dépenses financées à



Une infirmière kenyane prépare une dose d'antirétroviraux à l'hôpital Mbagathi de Nairobi.

l'aide de prêts-projets concessionnels.

Enfin, *il aide les pays à se doter d'un système de gestion efficace et transparente des dépenses financées sur les concours extérieurs et les ressources intérieures*. On entend par là l'élaboration et l'application de bonnes politiques macroéconomiques, l'amélioration de la gestion des dépenses publiques et, d'une manière générale, le renforcement des capacités de la banque centrale ainsi que du ministère des finances et de certains ministères responsables.

ÉVÉNEMENTS PRÉVUS POUR 2005

18–22 janvier, Kobe, Japon

Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes

26–30 janvier, Davos, Suisse

Réunion annuelle du Forum économique mondial

10–12 avril, Okinawa, Japon

Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement

16–17 avril, Washington

Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

4–5 mai, Istanbul, Turquie

Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement

25–26 septembre, Washington

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

16–18 novembre, Tunis, Tunisie

Sommet mondial sur la société de l'information

Vive le ballon rond

Le football pourrait ouvrir des portes aux jeunes en quête d'emploi, selon une initiative proposée par la Banque interaméricaine de développement (BID).

Le Fonds d'investissement multilatéral de la BID envisage de fournir un don de 3,8 millions de dollars pour financer un projet dans lequel le football (et d'autres sports d'équipe) sera mis à profit pour aider les jeunes désavantagés du Brésil, de l'Équateur et de l'Uruguay à acquérir des compétences professionnelles et améliorer leurs chances de trouver un emploi.

Le taux de chômage chez les Brésiliens, les Équatoriens et les Uruguayens âgés de 15 à 24 ans dépasse de beaucoup la moyenne pour la population active des pays respectifs, et il est plus élevé parmi les jeunes issus des ménages à faible revenu. Les directeurs d'entreprise disent que les jeunes n'ont souvent pas les qualifications professionnelles élémentaires qui peuvent les aider à trouver un emploi et à le conserver. Les participants au projet recevront une formation de base et apprendront, par exemple, à travailler en équipe, à être ponctuels, à respecter les délais et les règles professionnelles et à interagir avec leurs collègues.

Le célèbre buteur Dwight Yorke joue au football avec de jeunes Brésiliens à Rio de Janeiro dans le cadre d'un projet UNICEF.



L'ONU dénonce le sort des enfants qui meurent de faim

La faim dans le monde est en progression, selon un nouveau rapport des Nations Unies, *Le droit à l'alimentation*, qui remet en question la réalisation par tous les pays du globe des objectifs de développement pour le Millénaire, dont l'un est de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population victime de la faim. Bien que le monde ait plus que suffisamment de nourriture pour tous, un enfant de moins de cinq ans meurt toutes les cinq secondes de maladies liées à la faim, dit un expert des Nations Unies. Jean Ziegler, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, précise que les personnes souffrant de sous-alimentation chronique ou grave étaient au nombre de 842 millions en 2003, soit une hausse de 2 millions par rapport aux chiffres précédents. Les indicateurs de la faim ont grimpé tous les ans depuis que le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 a appelé le monde entier à lutter contre la tendance observée.

«La faim n'est pas inéluctable. Elle est inacceptable», rappelle Ziegler. «Nous vivons dans un monde plus riche que jamais et tout à fait capable de venir à bout de la faim. Il n'y a pas de secret : pour cela, nul besoin de nouvelles technologies. Il suffit simplement de s'engager politi-

quement à remettre en cause les politiques existantes qui font que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent.» Il juge particulièrement préoccupante la situation qui règne à Cuba, en Corée du Nord, dans les territoires palestiniens et au Soudan.



Une mère réconforte son petit garçon dans un camp de réfugiés au Soudan, où des milliers de personnes reçoivent de la nourriture et des médicaments.

Bébés et employeurs

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) cherche à déterminer comment parents et employeurs pourraient concilier vie professionnelle et obligations familiales. La baisse du taux de fécondité est une source de préoccupation dans la plupart des économies avancées, en particulier au Japon, où le taux de natalité baisse, car les Japonais sont plus nombreux à se préoccuper davantage de leur carrière professionnelle que d'avoir des enfants. En Suisse, la proportion des femmes sans enfants parmi les femmes de 40 ans titulaires d'un diplôme universitaire va jusqu'à atteindre 40 %. Or, de la hausse des taux de fécondité et des taux d'emploi dépendent la santé de l'économie et le bon fonctionnement des régimes de pension.

Une série d'études de l'OCDE intitulée *Bébés et employeurs* passe en revue les initiatives que les pays membres de l'OCDE ont prises pour aider les parents dans leur décision de travailler tout en élevant des enfants et recommande un ensemble de mesures visant à améliorer les résultats. Certes, l'État doit redoubler d'efforts pour créer des crèches et mettre en place un régime fiscal propre à rentabiliser le travail pour tous les parents, mais l'employeur doit lui aussi faire sa part en assurant la souplesse des horaires de travail, notamment en autorisant le travail à temps partiel, pour aider les parents à rester dans la population active et à concilier leurs obligations professionnelles et les besoins de leurs enfants au quotidien. Devant la baisse de la démographie, les employeurs ont intérêt à mener des politiques favorables à la famille, car elles motivent davantage leur personnel et accroissent la productivité et la rentabilité.

Vous nous écrivez

La rédaction accepte volontiers les lettres des lecteurs. Les lettres ne peuvent dépasser 300 mots et seront modifiées, au besoin, pour des raisons d'espace et de clarté. Veuillez les adresser à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou les envoyer à fanddletters@imf.org.